



# Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 67 - Avril 2020

## 30 ans plus tard – Une génération après décembre 1989

Les épisodes de décembre 1989 resteront à jamais inscrits dans la mémoire de ceux qui les ont vécus ; ils constitueront une balise, un repère, un amer. Il y aura toujours, désormais, un avant et un après, qui séparera les organisations sociétales de la Roumanie, quel que soit le point de vue porté sur leur interprétation : *révolution* pour les uns, *coup d'Etat* pour les autres. Les conséquences en sont déjà visibles 30 ans après, tant au point de vue politique que socio-économique.

Difficultés à retrouver une confiance dans les autorités politiques du pays qui, pour beaucoup, sont moins crédibles et dignes de confiance que les autorités européennes. C'est ce qui explique, selon Mirel Bran, le choix de l'élection de quelqu'un comme le Président actuel : il est exigeant, méthodique et honnête (cf. Revue de presse). C'est aussi la porte ouverte à toute une série de contestations par la société civile, ainsi qu'aux exigences de réformes judiciaires, auxquelles on assiste depuis quelques années.

Difficultés à accepter le creusement croissant des inégalités sociales et économiques, la marginalisation des extrêmes, l'enrichissement rapide des uns et l'exclusion des plus pauvres, la

distanciation de plus en plus marquée entre les mondes rural et urbain.

Difficultés à garder – ou à retrouver – ses racines, dans une société qui devient de moins en moins rurale au niveau de la gestion et de la gouvernance, mais qui est restée majoritairement rurale – et même « paysanne » – au point de vue de la mentalité et de l'expression de la culture (cf. Claude Karnoouh et un monde paysan en mutation).

Difficultés à digérer le passé, à accepter les ruptures de société, mais aussi possibilité de distanciation par rapport à ces différents événements, par le recul historique et l'humour, voire une bonne dose d'auto-dérision, pour pouvoir, tout à la fois, ostraciser le passé, le repousser de sa mémoire, et, en même temps, ironiser sur son contenu, en (sou)rire. Une sorte de *catharsis* qui permet de séparer le bon du mauvais, de faire une distinction entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas, de conduire à une sorte de purification des émotions (cf. Coin bibliothèque).

Nous avons montré à de nombreuses reprises, dans nos articles et nos éditoriaux, le rôle capital joué par la mémoire : les mémoires individuelles, porteuses de la réalité des événements, face à la mémoire collective, trop souvent limitée à des faits uniformisés et normalisés.

La mémoire est importante pour lutter contre les forces qui visent à occulter la réalité des faits qui se sont passés et à imposer une mémoire collective recréée, en opposition avec les différentes mémoires individuelles, porteuses de l'authenticité des faits historiques. Le travail de mémoire mené par le Centre International d'Etudes sur le Communisme, une des branches de la *Fundația Academia Civică*, ne poursuit pas d'autre but, tout comme la demande faite récemment par le Président Iohannis pour que la lumière soit faite sur la « révolution » de 1989 (cf. Mémorial de Sighet et Revue de presse).

La génération actuelle n'accepte plus de s'en laisser conter. Elle n'accepte plus la réécriture de l'Histoire qu'on a essayé de lui imposer. Elle s'appuie sur les quelques personnes ou structures qui lui permettent de faire la part des choses, entre ce qu'il faut oublier du passé et ce qu'il faut en retenir. La mémoire est un fondement essentiel de cette recherche de la vérité historique.

Hubert ROSSEL

### Sommaire

#### - Edito

30 ans plus tard – Une génération après décembre 1989

#### - Assemblée générale d'OVR-CH

Annulation pour des raisons sanitaires et report en automne

#### - Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance

Visite du Mémorial de Sighet

#### - Claude Karnoouh et un monde paysan en mutation

En passant par le village de Breb

#### - Création d'un « Prix Pierre Lebacqz »

Rencontre au Lycée technique de Gherla

#### - Coin bibliothèque

#### - Nouvelles de Roumanie

Textes : Mmes & MM. Christiane BÉGUIN, Dan BURCEA, Pascal PRAZ, Vera & Hubert ROSSEL

Photos : Vera & Hubert ROSSEL, Lycée technique Gherla ;  
Flicker.com ; paste\_oua\_incondeiate.jpg

Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

## Assemblée générale d'OVR-CH

Prévue à Plan-les-Ouates  
Samedi 25 avril 2020 à « La Galette », école Champ-Joly

Il y a quelques semaines déjà, face à la situation actuelle provoquée par la crise sanitaire, le Comité OVR-Suisse, unanimement, a décidé de **reporter la date de notre Assemblée générale**.

Nous tenons à remercier chaleureusement l'Association de Plan-les-Ouates qui s'était mise au travail pour nous accueillir en avril. Nous restons évidemment en contact avec eux et espérons pouvoir tenir cette assemblée en automne.

Nous avons une pensée amicale pour toutes les personnes qui œuvrent pour sortir de cette crise et particulièrement les partenaires de la commission Santé et de la commission Pompiers, ainsi que les administrations publiques.

Une pensée solidaire pour nos villages et amis partenaires roumains, ainsi que les hôpitaux, les ISU et SVSU avec qui nous collaborons, ainsi que tous les partenaires de l'OVR-Suisse.

Quant à vous, Chers membres, à vos familles et proches, il n'y qu'une recommandation, toujours la même, **RESTEZ CHEZ VOUS ! PRENEZ SOIN DE VOUS !**

Cordialement,

Pour le Comité OVR-Suisse  
Pascal PRAZ  
Président

### **A circonstances exceptionnelles, réponse exceptionnelle !**

L'annulation de l'Assemblée générale de ce mois d'avril a causé un allègement des articles prévus dans ce numéro du *Réseau*. Toutefois, nous avons maintenu un article traitant d'un des points qui devaient être abordés dans les discussions de l'après-midi. Il soulève la problématique de la transmission des archives et de leur dépôt.

Les autres articles sont reportés au numéro suivant de la revue, qui paraîtra en *octobre*, et non en août comme d'habitude.

La Rédaction

## Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance

### Visite du Mémorial de Sighet

Dans la perspective de devoir, dans un futur encore indéterminé, remettre les archives d'OVR-Suisse à une organisation ou à une institution, Pascal Praz, Vera et Hubert Rossel et Francisc Giurgiu, mandatés par le Comité OVR-CH, ont rencontré Monsieur Petru Iuga, directeur du musée de Sighet, et son interprète, Mme Gabriela Kadar, le 15 janvier 2020.

Pourquoi ce lieu ? Avant de répondre à la question, quelques informations sur cet endroit.

#### De l'ancienne prison au Mémorial

En vue de détenir 120 personnes dans des cellules individuelles, bâties sur 3 étages autour d'une cour intérieure centrale couverte, la prison de Sighet a été construite entre 1896 et 1897. Pour des raisons évidentes de sécurité, la cour extérieure est entourée d'un mur de briques de 6 m de haut avec deux tours d'observation et de garde. Le bâtiment, destiné à l'origine aux prisonniers de droit commun et/ou condamnés par les cours locales pour opposition politique, garde plus ou moins la même destination durant l'entre-deux guerres. La peine de mort est appliquée par pendaison et, ensuite, durant la Seconde Guerre mondiale, par tir au fusil. La prison a servi de lieu d'organisation de convois de juifs en direction des camps de concentration, mais n'a pas servi de lieu de détention. Même si l'endroit a servi un moment à la détention des déserteurs soviétiques (1944-1945), il devient, à partir de 1947, la destination de détenus de droit commun, mais surtout des opposants politiques : leaders des partis d'opposition, élèves et étudiants membres d'organisations anti-communistes, élites intellectuelles, artistes non-conformes, responsables religieux.

Eloignée du centre du pays, proche de la frontière russe, située à l'époque à la périphérie de la ville, la prison de Sighet décourageait toute aide venant de l'extérieur. C'est là qu'ont été détenus des Premiers ministres, des ministres et secrétaires

d'Etat, des présidents de partis, des gouverneurs de banques, des officiers de haut rang, des académiciens et des professeurs d'université, des évêques.

Par la faim, la soif, le froid, les privations de sommeil, les humiliations quotidiennes et le travail forcé, la vie en prison a pour seul but de déshumaniser et anéantir le détenus.

Désaffectée en 1977, la prison a servi un temps d'abri à des ateliers artisanaux, mais a été, petit à petit, laissée à l'abandon et menaçait de tomber en ruine.

En 1993, Mme Ana Blandiana et son mari, Romulus Rusan, présentent le projet du *Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance*, au Conseil de l'Europe qui l'avalise. Le projet obtient le soutien matériel de la fondation *Academia Civică*, dont le siège est à Bucarest, et qui est chargée de l'administration du projet.

Des financements extérieurs viennent de partout pour rénover les bâtiments et les travaux débutent en 1997.

#### Activités du Mémorial

L'ancienne prison rénovée et aménagée, entièrement dédiée à la mémoire, est conçue selon deux axes :

- la partie "musée", est entièrement consacrée aux objets de mémoire. Seules les cellules, sur 3 étages, sont directement



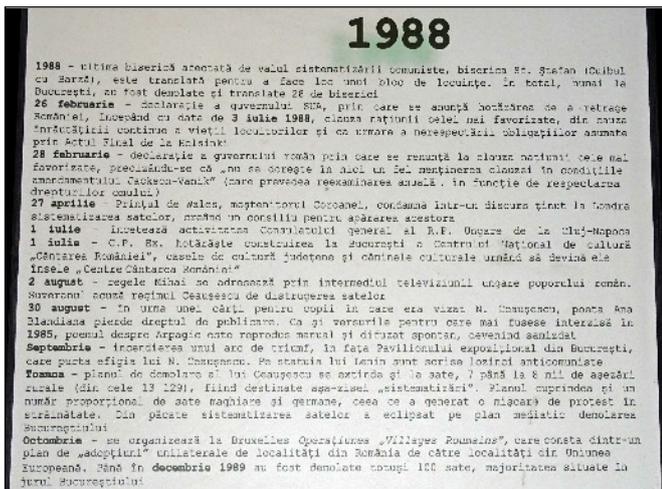
Hubert Rossel

La délégation d'OVR-Suisse et Francisc Giurgiu rencontrent le directeur du Mémorial, M. Iuga, et son interprète, Mme Kadar



Hubert Rossel

Le couloir central de l'ancienne prison sur lequel donnent les différentes cellules, actuellement les salles du Mémorial



Hubert Rossel

**Salles 25-26 - Chronologie de la Guerre froide. Octobre 1988 : mise en place à Bruxelles de l'OVR, un plan d'"adoptions" unilatérales de localités roumaines, non par des localités de l'Union européenne, comme mentionné, mais bien du Conseil de l'Europe**

consacrées à la mémoire des victimes du communisme. Organisées par thèmes, elles contiennent beaucoup de documents écrits, des témoignages, des enregistrements recueillis surtout par Romulus Rusan, des photos, mais aussi des objets ayant appartenu aux victimes.

- la 2e partie des bâtiments est consacrée à "la recherche et la documentation". Trop à l'étroit, une extension est prévue dans un avenir assez proche. Une grande maison à proximité est en phase d'acquisition pour créer un centre européen d'études et de recherches sur la période communiste dans les différents pays concernés.

Parallèlement à la rénovation des bâtiments, des activités considérées comme primordiales ont été mises sur pied.

- Des dizaines de symposiums, débats et tables rondes ont permis et permettent encore à 2 à 3000 historiens, archivistes et témoins directs du passé de se rencontrer et de transcrire les témoignages, de répertorier les documents.

- Des expositions thématiques itinérantes se déploient à partir du centre de recherche dans tout le pays, mais aussi à l'étranger dans les grandes capitales européennes.

- La journée « portes ouvertes » à l'Ascension est le jour consacré aux anciens prisonniers politiques, à leurs familles et descendants, pour qui ce pèlerinage est une commémoration, avec des débats, des expositions et parfois des inaugurations de nouvelles cellules ou annexes. C'est aussi un jour de cérémonie au cimetière des pauvres, où beaucoup de victimes ont été enterrées de manière anonyme.

- Les cours d'été permettent au Mémorial de devenir un musée vivant, une école et une institution de la mémoire :

« La création du Mémorial de Sighet n'était pas un but en soi, mais plutôt un moyen de réagir à l'opération de lavage de



Hubert Rossel

**Salle 80 - La liberté par la voie des ondes. C'est dans un coin de cette salle que se trouve le classeur consacré à OVR, parmi 5 autres associations. Il contient quelques vieilles feuilles chiffonnées relatant certains aspects du début du mouvement**

*cerveau dans le passé et qui a abouti à la destruction de la mémoire, la structure squelette de toute société, sans quoi, la population devient un monstre désarticulé, facilement manipulable. » (1)*

Et Ana Blandiana de préciser : « *Le Mémorial est une institution de la Mémoire en ce qu'il est un institut de recherche, de muséographie et d'éducation. A la question de savoir si la mémoire peut être réapprise, la réponse est OUI, non seulement par optimisme, mais parce que c'est la seule voie pour sauver le passé* ». (2)

Il y a énormément de visiteurs tout au long de l'année et particulièrement à la belle saison. Beaucoup d'écoles viennent de tout le pays mais aussi de l'étranger. Beaucoup d'anciennes victimes reviennent sur les lieux et certaines participent de leur mieux à la documentation et au travail de recherche.

**En quoi, le Mémorial de Sighet peut-il concerner OVR-CH et nos archives ?**

Différents niveaux de classements d'archives sont prévus dans le Mémorial, selon différents types d'associations et de mouvements de résistance. En ce qui concerne le mouvement OVR, un seul classeur, avec une vingtaine de feuilles A4 en mauvais état, témoigne de l'existence de ses associations. Ce n'est pas représentatif du tout de la richesse et de l'impact du mouvement ! Imaginez notre déception !

Un dépôt d'archives pourrait y être envisagé. Déposer les archives des débuts d'OVR à Sighet se justifierait par le fait qu'il s'agissait au départ d'un mouvement de résistance et, ensuite, par le soutien à la société civile.

(1) Fundația Academia Civică, *The Memorial to the Victims of Communism and to the Resistance*, Sighet 1993-2013, Bucharest, 2013, p. 17.

(2) id. *ibid.*, p. 47. [Traductions de l'auteur, ndlr]

Se pose alors la question de quelles archives, celles d'OVR-Suisse ? L'idéal serait de collaborer avec d'autres coordinations nationales. Utopique dans le contexte actuel ?

D'autres questions se posent, à savoir :

- Comment et par qui seront traitées ces archives ?
- Seront-elles utilisées et mises à la disposition du public ?
- Existerait-il une possibilité de mettre à disposition tout ou une partie de cellule pour OVR ?
- Qui trierait ces archives en amont ? Nous évoquons la nécessité de faire appel à des professionnels qui ont des critères stricts pour le faire.

En attendant et dans un premier temps, un montage d'un dossier d'archives sous la forme d'un classeur avec des copies de documents historiques sur le mouvement OVR pourrait être remis au musée.

Pousser plus avant la piste de remise d'archives au *Mémorial de Sighet* demande d'approfondir les contacts avec l'*Academia Civică* à Bucarest, où les décisions se prennent. Lors d'un prochain séjour en Roumanie, une rencontre avec les responsables gestionnaires du Mémorial est envisagée.

La délégation OVR-CH pense aussi qu'il ne faut pas se limiter à cette seule piste. D'autres idées pourront surgir lors de notre prochaine Assemblée générale.

Vu les circonstances actuelles, dues à l'invité surprise du coronavirus, le temps de la réflexion nous est largement accordé !

Vera ROSSEL

\*  
\* \*



Hubert Rosset (2004)

Olivier Gonvers a découvert la Roumanie bien avant la plupart des membres d'OVR-CH. Avant la Révolution roumaine, il allait avec Paulette, son épouse, y distribuer des Bibles sous le manteau. Olivier était un Homme de la terre, avec ce bon sens inné qui permet de toujours garder les deux pieds bien campés sur n'importe quel terrain. Cela lui conférait une solidité que certains auraient pu confondre avec un peu de rudesse. Mais il n'en était rien.

Le fond de son regard était plein de bonté pour son prochain, même si ses exigences ou ses attentes – qui sait... – étaient élevées, quand il donnait un coup de pouce à leur destinée. Son esprit entrepreneur n'avait pas son pareil pour potentialiser l'environnement et les ressources des gens qu'il avait décidé d'aider. Il posait des questions

pertinentes et souvent inhabituelles, qui forçaient une remise en question approfondie et poussaient à regarder les problèmes rencontrés sous un tout autre angle. Il s'est beaucoup investi personnellement auprès de paysans de la région d'Oradea, afin d'y développer des domaines ruraux familiaux.

Olivier a été membre du Comité OVR-CH depuis notre séance du 10 mars 2001 et trésorier durant plusieurs années, jusqu'à sa demande de retrait lors de l'Assemblée générale de Marly, en avril 2006. Il s'est éteint dans le courant de l'automne dernier. Nous gardons de lui un souvenir ému et présentons à son épouse et à sa famille toute notre sympathie.

Christiane BÉGUIN

## Claude Karnoouh et un monde paysan en mutation

### *En passant par le village de Breb...*

Lors de notre dernier séjour en Roumanie, en redescendant de Sighetu Marmăției en direction de Gherla, nous avons pris une route secondaire pour passer par le village de Breb. Francisc Giurgiu, le président d'OVR-Roumanie, voulait s'y rendre, pour en avoir entendu parler et voir de quoi il s'agissait. Moi aussi, ce nom me disait quelque chose, mais je ne parvenais pas à le remettre dans un contexte et, encore moins, à savoir où et comment ce nom était entré dans ma mémoire !...

Ce n'est qu'au retour, en Suisse, que la lumière se fit et je me suis souvenu que ce nom était associé, dans mon esprit, à celui de Claude Karnoouh, un ethnologue-anthropologue français qui en avait fait son terrain d'études dans les années '70. J'avais lu, en son temps, deux des ouvrages qu'il a coordonnés et/ou publiés, *Paysans et Nations d'Europe centrale et balkanique* (1) et *L'invention du peuple - Chroniques de Roumanie* (2), et je me suis remémoré son thème prédominant, celui de l'« identité collective du paysan traditionnel ».

L'évolution historique a montré que cette identité se perd progressivement et que, souvent, les Etats essaient de la récupérer pour en faire une identité culturelle folklorique présentée comme nationale. Mais que reste-t-il de la tradition ? Quelle(s) relation(s) y a-t-il entre la tradition et le folklore ? Faut-il parler de folklore ou de folklorisme ? Et quand on établit des relations entre Histoire et tradition culturelle, s'agit-il d'un héritage historique réel ou d'une reconstruction illusoire d'une certaine identité imaginaire ? Toutes ces questions me reviennent à l'esprit, parmi d'autres. Elles sont renforcées par les réponses apportées par Claude Karnoouh, lors d'un entretien accordé à Grégory Rateau (3), chroniqueur à Radio Roumanie Internationale et rédacteur en chef du *Petit Journal*, à Bucarest.

Breb est un petit village du Maramureș qui se trouve à l'écart de la route secondaire qui relie Ocna Șugatag à Budești, parallèle à la route principale de Sighetu Marmăției à Baia Mare. Quand on y arrive, la première chose qui attire le regard est le grand portail en bois sculpté, surplombant la route qui descend la colline et conduit au village, 1 km en contrebas, ainsi que la gigantesque silhouette d'une église récente en béton, qui se singularise – de façon peu gracieuse et disproportionnée – en blanc sur le brun prédominant du village, essentiellement formé de maisons en bois. Il s'agit de l'église orthodoxe de la Sainte Trinité (« Sfânta Treime »), construite en 1981, et non de l'église en bois des « Saints Archanges Michel et Gabriel », au fin fond du village, qui en est un des éléments d'attraction. Cette dernière église (« Sfinții Arhangeli ») fait partie d'un ensemble architectural classé, même s'il n'est pas repris par l'UNESCO. Elle a été construite en 1622, mais elle comporte des éléments du clocher qui remontent à

1530, en faisant ainsi l'église en bois au plus vieux clocher de Roumanie.

Lorsqu'on traverse le village, outre les magnifiques portails sculptés – soit tout récents, soit plus anciens et parfois en voie de décomposition –, ce qui frappe est l'omniprésence des affichettes touristiques pour conduire aux différentes pensions. Il y en a partout, éparpillées dans tout le village, et de tous les goûts, bons ou mauvais ! Certaines de ces *pensiunea* (je laisse le mot au singulier) se situent dans des vieilles habitations en bois, aménagées et/ou restaurées ; d'autres, dans des immeubles neufs, ne respectant pas du tout le style et l'atmosphère

(1) KARNOUOH Claude et al. (dir.), *Paysans et Nations d'Europe centrale et balkanique. La réinvention du paysan par l'Etat en Europe centrale et balkanique aux XIXe et XXe siècles*, CNRS : « Identités culturelles dans les sociétés paysannes d'Europe centrale et balkanique », G.P. Maisonneuve et Larose, Paris, 1985.

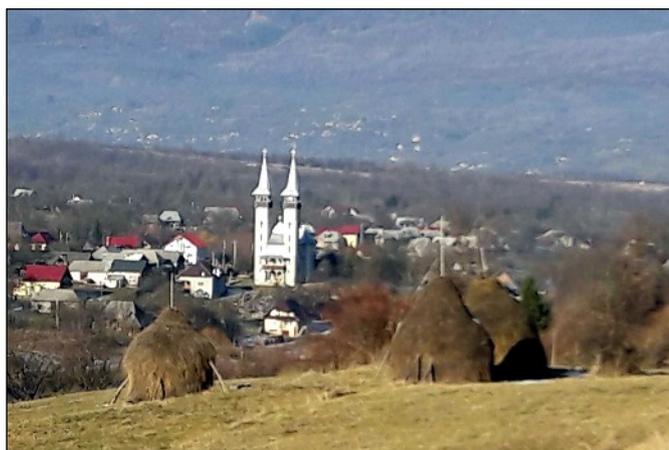
(2) KARNOUOH Claude, *L'invention du peuple – Chroniques de Roumanie*, Collection « Mémoires et Identités », Editions Arcantère, Paris, 1990.

(3) RATEAU Grégory, « Ma Roumanie vue par – Claude Karnoouh, le monde perdu », *Le Petit Journal*, Bucarest, 10 juin 2019 [<https://lepetitjournal.com/bucarest/communaute/ma-roumanie-vue-par-claude-karnoouh-le-monde-perdu-258776>], site consulté le 11 juin 1989. Merci à l'auteur qui nous a permis d'en reprendre de larges extraits [ndlr].



Vera Rossel

Le grand portail à l'entrée de la route qui conduit au village de Breb



Vera Rossel

### L'église orthodoxe moderne, en béton, écrase le village de Breb de ses deux hautes tours

du village, écorchant même certains quartiers par leur agressivité. En haute saison, cela doit être assez difficile à supporter par le millier d'habitants à l'année, le nombre de touristes devant être particulièrement écrasant. Dans ces circonstances, reste-t-il encore quelque chose de l'âme du village ? Le tourisme monnayé n'a-t-il pas noyé l'esprit communautaire des villageois et modifié leurs comportements et leurs relations ?

A la question de savoir ce qui faisait la particularité de ce village, lorsqu'il y est arrivé en 1973 et a entrepris ses enquêtes d'anthropologie, Claude Karnoouh répond :

« On était en plein régime communiste, les membres du parti étaient tous fans de la modernité technique, et vous arrivez dans une région où les gens travaillaient la terre, construisaient leur maison en bois à l'ancienne, c'était absolument extraordinaire. J'arrivais dans un pays communiste et je tombais sur le Moyen Age. Certes, il y avait un point de contrôle vétérinaire dans le village mais pour le reste, la manière de faucher, qui me rappelait mon enfance pyrénéenne il y a soixante-dix ans, les femmes qui tissaient, qui brodaient, tout était d'un autre siècle. Vous ne pouvez pas imaginer l'émotion que j'ai eue quand l'automne est arrivé et que j'ai vu les femmes mettre le chanvre à rouir dans des bassins le long du petit courant qui traversait le village. Cela me rappelait des livres d'histoire qui parlaient du 18ème siècle ! Les femmes portaient le costume local, pas celui de fête, tous les jours. Les hommes aussi portaient des *gaci*, des pantalons très larges en tissu de chanvre et des sandales napolitaines "opinci" en cuir. Il y avait de quoi être surpris pour un universitaire bourgeois qui débarquait dans un pays communiste. Une seule personne avait une voiture dans le village, il l'avait gagnée au tirage au sort de la caisse d'épargne. Une Dacia bien sûr. »<sup>(4)</sup>

Cette première série de remarques pourrait faire songer à une approche passéiste, celle qui vise à maintenir les villages

<sup>(4)</sup> Cf. note (3).



Flicker.com (4064967205\_e9c9b3e712\_b)

### L'ancienne église en bois date de 1622, mais son clocher comporte des éléments qui remontent à 1530

et ses habitants dans une attitude figée, les empêchant de progresser et de s'adapter à la modernisation. Il s'agit plutôt du choc provoqué par l'étonnement de la première rencontre de cette réalité. Tout anthropologue et ethnologue espère rencontrer une société authentique, traditionnelle, qui n'a pas été (trop) influencée par le monde occidental, pour pouvoir l'analyser et en comprendre le fonctionnement culturel.

A-t-il assisté à des rituels particuliers ?

« Oui, à celui des noces, des fiançailles, du baptême, des funérailles. A Noël j'ai vu "le jeu de Jérusalem" également, je me suis retrouvé comme devant le parvis d'une église, replongé dans le Moyen Age occidental. C'était tout à fait fascinant. J'ai donc appris la langue, j'ai observé, j'ai cueilli des stocks de vocabulaire. J'ai eu de la chance car le prêtre de Breb était un type remarquablement intelligent et cultivé, un ami très cher qui est mort aujourd'hui... il a un peu trop abusé de la picole. Il avait choisi ce poste pour ne pas avoir d'ennuis avec la police communiste. Il m'a appris énormément de choses notamment pour comprendre les différents rituels. On avait là-bas l'exemple de la vraie tradition. Ce n'est pas que les choses étaient rigidifiées dans un état antérieur, mais la vraie tradition, c'est quand la forme de cet état antérieur continue d'absorber le moderne et lui donne sens dans la forme ancienne. C'est ça qui a modelé mon travail. J'ai donc repris mes recherches à zéro à la lumière de cette découverte. »<sup>(5)</sup>

Cette problématique de l'authenticité de la tradition est bien celle qui est à la base de toute société moderne qui vise à la mettre en valeur pour en faire un produit d'attraction touristique, présentée comme culturelle. Dans les pays où le monde rural était – ou est encore – prédominant, se pose le problème de la confrontation de deux logiques de société : celle de la *logique communautaire*, où pratiquement tout le monde se connaît, « caractérisée par le rôle social primordial qu'y jouait

<sup>(5)</sup> Cf. note (3).

naguère la paysannerie »<sup>(6)</sup>, et celle de la *logique marchande*, où, à cause de l'industrialisation progressive, il y a eu une perte des relations personnelles comme base des relations sociales et de l'organisation sociétale. Les anthropologues économistes disent qu'on est passé progressivement d'une richesse basée essentiellement sur la *qualité* des relations humaines à une richesse basée prioritairement sur la *quantité* de l'accumulation économique et financière. Il y a toujours une relation « socio-économique », mais, dans le premier cas, le social prime sur l'économique, alors que, dans le second, l'économique prime sur le social.

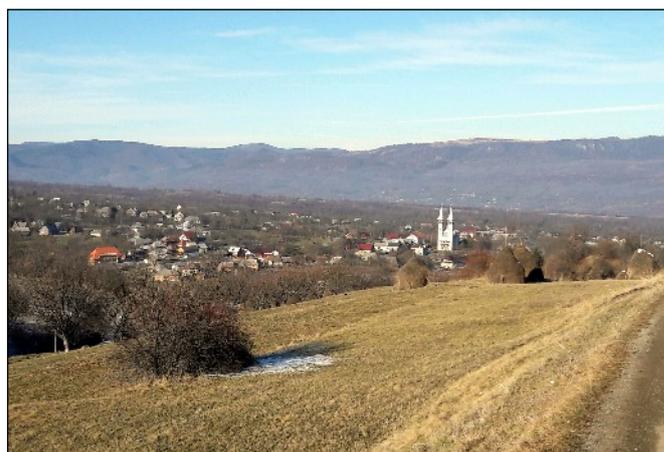
Que se passe-t-il dans les Etats où le monde paysan ne joue plus ce rôle social et économique prédominant, mais où la mentalité rurale continue à être la base de l'expression de la vraie tradition culturelle ? Claude Karnoouh et tout un groupe de chercheurs, au début des années '80, ont mené une réflexion collective de plusieurs années sur les « identités culturelles dans les sociétés paysannes d'Europe centrale et balkanique », mettant en relation les différentes composantes des sociétés de l'époque – paysans, ouvriers, intellectuels, hommes politiques – et leurs visions respectives dans la construction du projet de l'Etat-nation<sup>(7)</sup>.

À côté des approches linguistiques, idéologiques et identitaires nationales – j'allais dire assez conventionnelles –, on y trouve aussi toute une partie consacrée aux « folklorismes » : les métamorphoses du folklore, l'élaboration des symboles ethniques dans le folklore, la dénaturation progressive du folklore pour en faire du « folklorisme ». La tentation est forte de vouloir récupérer la vraie tradition culturelle et de la figer, voire de l'idéaliser, et la présenter comme base de la construction identitaire d'un pays.

En traversant le village de Breb, je ne pouvais m'empêcher de songer à tout cela, même si je me le formulais dans le désordre à ce moment-là, en voyant la « touristification » de ce monde rural traditionnel. La culture codifiée, homogénéisée, prête à l'emploi, marchandisée... On en arrive progressivement à vendre une culture que l'on ne vit plus réellement, à jouer une pièce de théâtre pour des spectateurs. En formulant les choses de façon moins triviale et plus scientifique, on voit « comment le passage des sociétés essentiellement agraires à des sociétés industrielles conserve, modifie, permute, transforme ou bouleverse radicalement ces processus d'identification à la tradition »<sup>(8)</sup>.

Claude Karnoouh a consigné toutes ses observations et ses analyses faites en Roumanie dans un ouvrage qui les regroupe sous forme de chroniques<sup>(9)</sup>. Il y montre aussi l'évolution de sa réflexion, au cours des nombreuses années passées dans le

pays. La référence au folklore y est constante, tant pour essayer de définir ce qu'il est réellement au niveau de l'héritage de la véritable tradition culturelle, que de constater ce qu'il devient, lorsqu'il est présenté « sous la forme d'une marchandise culturelle. (...) Ce sont les traditions ou plutôt ce qu'il en reste après que la science folklorique et le folklorisme les ait [sic] transformées en culture nationale »<sup>(10)</sup>. Il consacre un chapitre entier au « bon usage du folklore », montrant les tensions et les contradictions entre le tourisme et les différentes formes de la culture, surtout quand cette dernière est présentée sous la forme de la culture nationale au singulier, excluant toute diversité. Que reste-t-il de l'authenticité historique de cet héritage culturel lorsqu'il est reconstruit ? « (...) Il devient aisé d'en instrumentaliser les résultats pour construire le spectacle folklorique – le folklorisme – comme expression de signes homogénéisés visant à établir fermement les bases d'une culture nationale de masse (...) »<sup>(11)</sup>.



Vera Rossel

#### Vue d'ensemble des différents quartiers du village de Breb

Ces lignes, critiques et sévères, sur la vie communautaire traditionnelle et sa traduction dans le folklore ont été écrites avant la chute du communisme, en 1989. Elles pourraient laisser croire que les idées exprimées se rapportent et se limitent à ce régime. Mais les réponses données par Claude Karnoouh lors de son entretien avec Grégory Rateau, trente ans plus tard, montrent qu'il n'en est rien. Il est retourné en Roumanie en 1990 et a enseigné à l'Université de Cluj pendant 13 ans. Il est aussi retourné régulièrement à Breb et a pu observer les changements qui s'y sont opérés.

« Les villageois essayaient de s'adapter aux différents changements mais cela n'avait pas encore de véritable impact sur leur mode de vie, sur les traditions. Quand je relis mes carnets, je vois qu'assez rapidement par contre, des choses fondamentales étaient exigées des gens. Des bouleversements dans le système relationnel du village et dans ses rapports avec l'exté-

<sup>(6)</sup> Cf. note (1), 4e de couverture.

<sup>(7)</sup> Cf. note (1).

<sup>(8)</sup> Cf. note (1), 4e de couverture.

<sup>(9)</sup> Cf. note (2).

<sup>(10)</sup> Cf. note (2), p. 129.

<sup>(11)</sup> Cf. note (2), p. 146.

rieur. Il ne s'agissait pas d'une île du Pacifique (rires). Les privatisations ont donc poussé les gens à partir. Les gens avaient besoin d'argent liquide, les impôts sur les surfaces de terre ont commencé à se mettre en place. J'observais comment toutes les relations du village, internes et externes, devenaient monétarisées, ce qui n'était pas le cas avant, je tiens à le préciser. Il fallait donc de l'argent alors qu'auparavant les rapports étaient basés sur des services ritualisés, c'est-à-dire qu'il y avait des systèmes d'entraide sanctifiés par des rituels pour marquer ces échanges potentiels permanents. C'est pour cela que je dis toujours que le capitalisme est ce qu'il y a de mieux pour liquider la tradition. Pour Breb et d'autres villages du Maramureș, il aura fallu 10 ans pour que cela arrive. Sous le communisme on ne pouvait pas faire n'importe quoi. Si on avait de l'argent, il ne fallait pas le montrer sinon on avait presque automatiquement une enquête sur le dos. Après la chute du communisme, les habitants ont été tentés par un certain confort. De retour des pays riches avec un plus grand pouvoir d'achat, ils ont voulu montrer leurs richesses, en faire étalage et la tradition en a de nouveau pris un coup. [Au niveau architectural,] les villageois ne faisaient plus appel aux services des artisans locaux et ils ont préféré remplacer le bois par le béton. Voilà pourquoi vous pouvez voir de grands portails en bois, avec des motifs très travaillés et de toute beauté, et les immondices qui se trouvent juste derrière, dès que vous passez de l'autre côté. On trouve même des pensions un peu partout : aller dormir aujourd'hui chez l'habitant ne relève plus de la véritable hospitalité de vos hôtes, cela devient un business. »<sup>(12)</sup>

En fait, le processus n'a fait que se généraliser et s'amplifier après les bouleversements de 1989, car Claude Karnouh observait déjà ces changements bien avant cette période charnière. Dans le dernier chapitre de ses « Chroniques de Roumanie », où il fait un retour sur son expérience de terrain et un bilan de sa perception de l'espace rural dans lequel il avait vécu, il y fait déjà allusion : « Depuis la fin des années 1960, l'enrichissement général de la paysannerie du Maramureș faisait sentir ses effets dans les villages reculés du Cosău [la rivière qui passe à proximité, ndlr] qui étaient pris à leur tour par la fièvre de la construction. Les nouvelles maisons poussaient comme des champignons dans un sous-bois, tandis que les poutres des vieilles izbas servaient à alimenter les fours, les fourneaux et les poêles. (...) La mobilité de l'habitat se transformait du tout au tout. (...) Un nouvel urbanisme rural était en train de naître, qui ne devait rien aux cerveaux de quelque fanatique de l'aménagement systématique, mais à la victoire des modèles urbains dominants. (...) Partout on bâtissait avec fébrilité, on dressait de nouveaux portails de bois, plus hauts, plus larges, plus ornés de sculptures géométriques aux motifs suggérés par les folkloristes ; on arrachait les



Vera Rossel

### Meules traditionnelles et pruniers en nombre pour la țuică, signes de l'héritage historique...

palissades de branches de noisetier tressées ou de planches décorées pour les remplacer par des murs de ciment surmontés d'une rambarde de fer forgé. Les nouvelles maisons dressaient un étage, deux étages au dessus de vastes sous-sols ; quatre, cinq, six pièces, remplies avec ostentation de meubles de contre-plaqué, les maisons affichaient la richesse et les dots des filles à marier ou des fils à envoyer vivre en gendre ; pourtant toute la famille étendue, six personnes, parfois huit ou dix, continuaient à vivre dans une seule pièce polyvalente faisant office de cuisine, de salle à manger, de chambre à coucher (...). »<sup>(13)</sup>

Il n'y a pas grand-chose de changé par rapport à ce que nous avons pu voir en traversant le village de Breb en janvier dernier. Cette petite communauté en mutation, reculée sur un axe secondaire dans le Maramureș, est parfaitement représentative de la réalité actuelle du monde rural en Roumanie. De nombreuses petites maisons traditionnelles en bois sont encore autant de petites exploitations familiales visant à l'autosuffisance. Mais on ne sait trop si la volonté affirmée par ses habitants de vouloir continuer à maintenir les coutumes anciennes, correspond à un choix de vie personnel et individuel, ou à une volonté collective de monnayer le paysage agricole traditionnel par un tourisme grandissant. La reconstruction de deux fermes en bois, transplantées de villages voisins et maintenant propriété de la Fondation Mihai Eminescu, tendrait à confirmer la deuxième branche de l'alternative... Où se trouve la limite entre l'archaïsme, le passéisme, le folklorisme d'un *monde perçu* de l'extérieur et la réalité du *monde vécu* par la population villageoise ? Qu'est-ce qu'une « vie authentique », un « village authentique », comme disent les promoteurs touristiques ?

En passant par le village de Breb...

Hubert ROSSEL

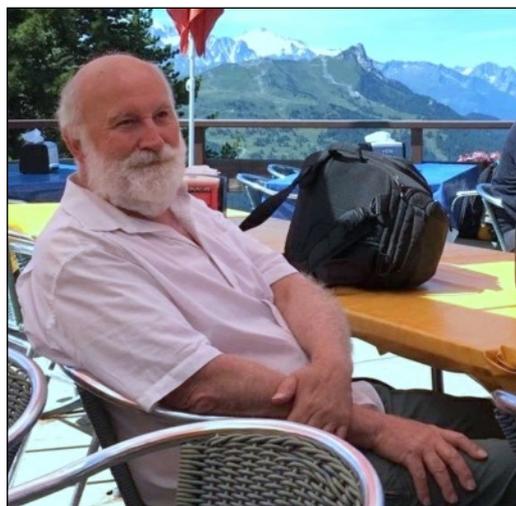
<sup>(12)</sup> Cf. note (3).

<sup>(13)</sup> Cf. note (2), p. 297.

## Création d'un « Prix Pierre Lebacq »

### Rencontre au Lycée technique de Gherla

Suite au décès de son père, Eglantine Lebacq a souhaité récolter des fonds en souvenir de lui en vue d'un projet en Roumanie. Elle ne savait pas trop dans quel domaine le concrétiser, mais souhaitait que cela soit en relation avec la Roumanie, qui était si importante aux yeux de son père. Comme nous connaissions très bien Pierre, elle nous a demandé, à Vera et à moi-même, d'étudier la question et de lui soumettre des propositions.



La dernière photo de Pierre, prise à Nendaz le 1er août 2019, envoyée par sa fille Eglantine

Connaissant le goût de Pierre Lebacq pour la mécanique et les voitures, nous avons pensé à un encouragement à la formation professionnelle et artisanale qui a un grand besoin de valorisation en Roumanie. De plus, il avait visité, avec nous, il y a quelques années, le Lycée technique de Gherla et avait été impressionné par les situations difficiles qui prévalaient dans cet établissement, tant au niveau de l'équipement en matériel que des conditions d'étude des jeunes, garçons et filles, qui le fréquentaient. Nous nous étions promis de discuter de la chose avec la directrice du Lycée technique lors de notre prochain séjour à Gherla. L'occasion s'est présentée en janvier dernier, lors de notre déplacement en route pour le Mémorial de Sighet.

Au cours de la discussion, sur place, avec Pascal Praz, président de l'association Nendaz-Gherla, et Petru Fulea, membre de l'association Gherla-Nendaz, Petru proposa l'idée de l'attribution d'un prix à un élève méritant en souvenir de Pierre Lebacq. L'exploration de cette piste nous a convaincus, tous les quatre, et c'est avec cette proposition que nous

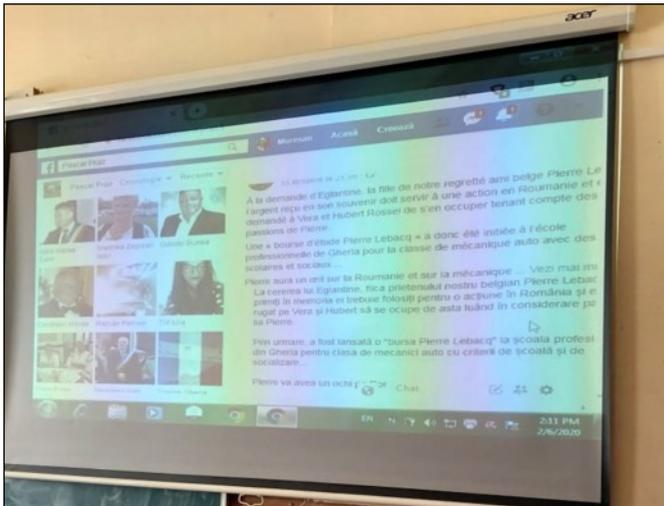
sommes allés trouver la directrice de l'établissement le jeudi 13 janvier 2020.

Nous avons mis Eglantine au courant de notre projet, avant de partir, et elle était enchantée de nos premières démarches : « Je trouve que cette idée est très belle et, même si papa était souvent dans l'ombre, il sera ainsi honoré à travers le travail des jeunes, ça me plaît même si je le vois ronchonner en disant qu'il n'a rien fait pour mériter ça... » (Message sur Whatsapp du 13 janvier 2020).

La directrice du Lycée technique est aussi enchantée de la proposition faite et, après une brève discussion sur les différentes possibilités, nous sommes convenus du principe de l'attribution de 2 prix par année, de CHF 100 chacun, pour susciter la motivation, à 2 élèves méritants de la section mécanique automobile selon deux critères : la prise en compte des notes dans les matières théoriques et pratiques, et la prise en compte de l'origine sociale des élèves. La finalisation des critères et des modalités d'attribution sera mise au point par la Direction de l'école et l'équipe d'enseignants. Nous restons en contact avec Madame Doina Mureşan, la directrice, qui nous a déjà signalé que la réunion d'information pour les professeurs avait eu lieu et qu'elle nous tiendrait au courant de la suite de l'évolution du projet.



La directrice du lycée technique, Mme Doina Mureşan, entourée de Vera & Hubert Rossel, de Petru Fulea et de Pascal Praz



Lycée technique Gherla

**Communication faite aux professeurs du Lycée technique de Gherla par la directrice de l'établissement**

Nous pensons qu'il serait souhaitable que la fille de Pierre Lebacqz puisse être présente lors de l'attribution de ces deux premiers prix, à la fin de cette année scolaire. C'est, en tous cas, le souhait exprimé par l'ensemble des membres à la base de la concrétisation de ce projet et nous en avons informé Eglantine.

D'un point de vue pratique, l'argent récolté lors du décès de Pierre Lebacqz sera mis sur un compte ouvert à cette fin. Concrètement, et pour des questions de facilité de gestion et d'économie, ce compte est ouvert en Suisse (\*) – et il a déjà été alimenté par des amis de Pierre. Il nous permet d'ores et déjà de financer le « prix » qui porte son nom pour plusieurs années, et nous espérons qu'il sera alimenté dans le futur par tous ceux qui ont connu Pierre et qui veulent soutenir ce projet en sa mémoire. Le choix de Gherla s'est imposé pour des raisons pratiques : la connaissance de ce lycée technique par Pierre Lebacqz et, aussi, la possibilité d'assurer un suivi par l'équipe locale OVR Gherla-Nendaz et/ou celle de Nendaz-Gherla, lors de ses différents déplacements à Gherla..

Hubert ROSSEL

(\*) Pour limiter les frais au maximum, le Comité OVR-CH a décidé d'ouvrir une subdivision interne à son compte titulaire de la Banque Raiffeisen : OVR-CH « Commission médicale » ; IBAN: CH80 8080 8008 6175 3715 5 ; BIC/SWIFT : RAIFCH22472. Lors de tout versement, il faut donc ajouter la mention « Prix Pierre Lebacqz ».



paste\_oua\_incondeiate.jpg

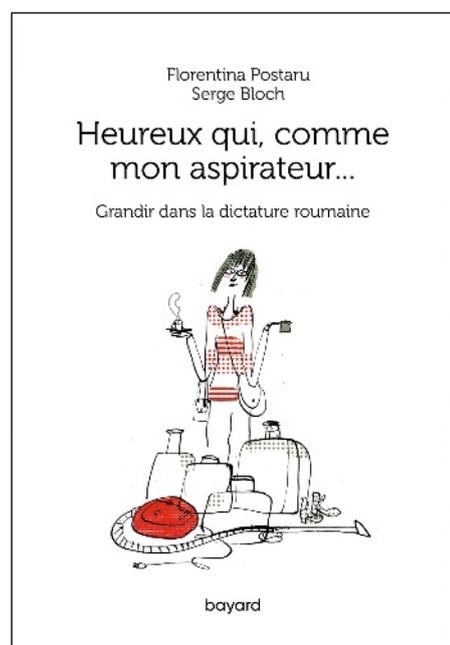
**Paște Fericit !**

*De la part de  
toute l'équipe du  
Comité OVR-Suisse*

## Coin bibliothèque : l'humour au temps du communisme

POSTARU Florentina, *Heureux qui, comme mon aspirateur...* Grandir dans la dictature roumaine, Editions Bayard Culture, Montrouge, 2019. Illustrations de Serge Bloch.

Florentina Postaru vit aujourd'hui en France, elle publie « Heureux qui, comme mon aspirateur... », un premier livre dont, seuls les propos faisant référence à l'humour qui accompagne le texte, arrive à adoucir l'avertissement contenu dans le sous-titre « Grandir dans la dictature roumaine ». A une distance de 30 ans de la chute du régime, la génération des enfants de l'époque qui ont aujourd'hui la quarantaine, se retrouve à une mi-distance leur permettant un regard plus détaché, voire apaisé devant ces événements sanglants. Rencontre... (\*)



Hubert Rossel

*Ai-je raison de dire que seul un certain détachement permet à l'humour et au sens de la dérision de gagner du terrain devant la mémoire et le caractère répressif du régime ? Le considérez-vous comme un privilège générationnel ? Sinon, comment expliquer votre démarche littéraire dans l'écriture de ce livre ?*

Oui, vous avez raison, mais aussi, l'humour a été un médicament pendant ce régime malade. L'humour montre

bien l'absurde de cette période tragique qu'a connu la Roumanie et il est lié à l'expression roumaine « mieux vaut rire que pleurer », comme disait toujours mon père. J'ai commencé à écrire sur mon enfance à la demande d'une amie, professeur, pour aller dans un collège en Bretagne et raconter mon histoire aux enfants. Loin de ma famille, de mes amis, de la Roumanie, j'ai déroulé mes souvenirs avec beaucoup d'intensité, j'ai ouvert des tiroirs fermés depuis longtemps et ma mémoire m'a tout remis à disposition. Ma mère était surprise de tous les détails qui me revenaient, elle m'a dit un jour que j'avais une mémoire presque dangereuse.

(\*) La rencontre de Dan Burcea et Florentina Postaru a été publiée dans *Le Petit Journal*, 3 février 2020, Bucarest. [<https://lepetitjournal.com/bucarest/communaute/rencontre-avec-florentina-postaru-lhumour-au-temps-du-communisme-273045>], site consulté le 3 février 2020. Nous remercions le Rédacteur en chef, Grégory Rateau, de nous avoir permis la reprise intégrale de l'entretien [ndlr].

*Pourquoi avoir opté pour la narration à la première personne ? Craigniez-vous un certain éloignement et une perte d'authenticité en confiant votre histoire à une « narratrice » autre que Floricel ?*

Raconter à la première personne c'est écrire avec le cœur, tout assumer, ne pas faire de concessions : reconnaître des faiblesses, des torts, jouer avec l'autodérision. Le lecteur m'accompagne tout au long de ma vie, presque 40 ans, et suit Floricel à la maternelle et à la maison, Flori au collège, Floarea au village de mes grands-parents et plus tard Florentina au travail. C'était tellement personnel que je n'arrivais pas à me détacher du « Je » et de parler de moi à la 3e personne.

*Dès les premières pages, on apprend que votre personnage porte en elle ce que vous appelez « les balbutiements d'une révolutionnaire ». Comment comprendre cette douce preuve d'autodérision ? Les Roumains sont-ils tous tels que votre héroïne ?*

Je raconte dans mon livre une histoire : petite, j'adorais assister mon père dans la cuisine. Un jour, il m'a dit de taper la polenta chaude avec la main. Je l'ai fait vite, sans hésitation, et bien sûr je me suis brûlée. Mon père m'a alors expliqué qu'il ne fallait pas toujours obéir sans réfléchir. Mes parents ont essayé tout au long de nos vies d'enfant de nous faire réfléchir avant d'exécuter un ordre. Ma mère nous a toujours stimulés à répondre, même quand elle nous grondait. Je ne peux pas généraliser pour tous les Roumains, mais je pense que la révolution roumaine a donné une impulsion de courage aux gens pour s'exprimer, pour dire « ça suffit ».

*Entre la discipline, les uniformes tristes, le froid et les punitions en classe que retenez-vous de votre scolarité ? Vous parlez même d'une dictature aux multiples visages, où chacun est porteur d'une autorité débordante.*

J'avais souvent ce sentiment que chaque personne aurait pu être un dictateur : le prof principal en classe, l'entraîneur de handball, ma sœur avec moi. Une forme d'autorité envers les plus faibles existait à tous les niveaux. Même la vendeuse de l'épicerie avec son pouvoir exerçait cette forme d'oppression, la dame qui vendait les billets dans le bus... partout on observait des comportements de potentiel dictateur. Ma scolarité pendant les années '80 a été dure mais j'ai eu la chance de rencontrer aussi de vrais pédagogues qui ont ouvert mon envie d'apprendre des langues étrangères, de voyager, de lire, de découvrir des choses intéressantes.

*Inoubliables sont les vacances d'été chez vos grands-parents que vous faites revivre avec un inaltérable amour.*

Les vacances nous les passions à Sabangia, un village situé à 35 km de Tulcea. Notre bande de quatre cousins remplissait d'amour et de bruit la cour et la maison de mes grands-parents. Pendant l'été, c'était trois mois sans chaussures à jouer dehors, à aider dans les jardins, à chanter dans la balançoire, à courir, c'était la liberté pour nous. C'était le moment le plus attendu de

l'année. Puis, pendant l'hiver, Noël, couronné par l'assassinat d'un ou plusieurs Ghita (le chapitre-hommage pour tous les cochons sacrifiés à Noël). J'ai écrit un chapitre-portrait de ma grand-mère, Fiofana. Quand je l'ai lu à ma famille, nous avons eu les larmes aux yeux. L'amour pour elle restera en nous pour toujours.

*Pourriez-vous nous parler aussi de vos parents à qui vous dédiez votre livre ?*

Mes parents sont des gens simples qui ont tout donné pour ma sœur et moi. Ma mère travaillait à l'usine d'aluminium et mon père en métallurgie. Il est passionné par l'histoire et la littérature française. Mon père nous a donné l'envie d'être curieux, de chercher, de connaître, de comprendre. Ma mère nous achetait des livres, elle adorait l'écrivain Marin Preda. Ils ont toujours voulu nous offrir ce qu'ils n'ont pas eu : l'accès à l'école et aux études. Je pense toujours qu'ils ont coloré avec les moyens qu'ils avaient mon enfance pendant cette période grise de notre histoire : mon père avec son humour et ses blagues, ma mère avec son amour et sa loyauté.

*Vous affirmez que de toutes les privations du régime, les queues devant les magasins d'alimentation sont restées pour vous un des plus tristes souvenirs. De quoi s'agit-il ?*

A part le froid, le noir et les privations, la queue représente pour moi un souvenir très fort. Faire la queue pour tout : le lait, l'huile, le pain, la bouteille de gaz, la place au cinéma, les librairies... pour tout ! C'était une forme d'humiliation de ce régime malade qui nous rendait impuissants. J'ai réalisé tard tout cela. Enfant, je préférerais être dehors avec les amis pour faire la queue et jouer en même temps. Ramener les griffes de poulet était une récompense après des heures et des heures d'attente. Partir en même temps que mes parents à six heures du matin pour faire la queue afin de ramener du lait faisait partie de notre quotidien. C'était le rituel de notre existence.

*Quel âge aviez-vous au moment de la Révolution de décembre en Roumanie ? Quels sont les souvenirs que vous évoquez dans votre livre ?*

En décembre 1989 j'avais presque 13 ans. Je sens beaucoup d'émotion à chaque fois que j'en parle. J'ai senti la peur pour la première fois, la vraie peur qui paralyse. Je me trouvais à Mangalia avec toute l'équipe féminine de handball du club sportif de Tulcea. Les premiers jours nous sentions nos entraîneurs agités et moins investis par leur tâche. Le 22 décembre pendant le moment du déjeuner ils nous ont annoncé la nouvelle : Ceaușescu était parti, c'était la révolution. La question de Sabina : « on aura des bananes maintenant ? » raisonne encore dans ma tête, 30 ans après. Ensuite, la nuit du 22 décembre, ils nous ont réveillées à 2 heures du matin et nous ont emmenées sur un petit stade, dans le froid, dans le noir, avec en fond sonore le bruit des canons... j'ai vécu cette peur, la peur d'entendre de si près des armes. En rentrant à Tulcea, le jour de Noël, chez nous, il y avait une atmosphère différente des autres années, une joie pas assumée, un mélange entre bonheur et peur du futur.

*Une vraie liberté annonce son arrivée dans le pays. Que vous dit-elle cette liberté à ce moment de votre vie ?*

De nouveaux mots sont entrés dans notre vocabulaire, utilisés abondamment : victoire, démocratie mais surtout CHOISIR. Choisir comment s'habiller pour aller à l'école, choisir la chaîne à la télé, la musique. Nous étions la génération qui apprenait à faire des choix. C'était extraordinaire. Découvrir la musique, aller en boîte, avoir des jeans, commencer à ressembler aux Occidentaux, regarder TV5, écouter sans arrêt cette belle langue et enfin connaître l'abondance et le confort : finies les queues, finies les coupures de courant, du chauffage, et même du chocolat !

*D'où vient le premier contact avec la langue et la littérature françaises ? Qu'a représenté pour vous l'ouverture vers ce nouvel horizon ? Et, plus tard, pour votre activité professionnelle ?*

Mon père est passionné par la littérature française. Enfants, nous lisions ensemble, avec mes cousins, les aventures des trois mousquetaires, les voyages de Jules Verne et, plus tard, dans la bibliothèque de la famille, j'ai découvert Stendhal et Flaubert. Au lycée j'ai étudié principalement la langue et la littérature française et puis à Bucarest j'ai continué dans cette voie. Plus tard, une entreprise française cherchait des jeunes qui parlaient français, et c'est ainsi que j'ai commencé à travailler chez Carrefour et je suis venue en France pour des formations. Je découvrais ce pays magnifique.

*Comment avez-vous décidé de quitter la Roumanie pour venir en France ? Et comment vivez-vous entre ces deux pays ?*

J'ai pris la décision vite, un matin de novembre 2013, j'avais 37 ans. C'était un rêve de jeunesse, vivre ailleurs, voyager. La situation dans mon pays m'a poussée à partir et à devenir une étrangère. Je suis partie seule, reprendre tout à zéro. Il m'a fallu une bonne dose de courage mais aussi de folie. L'intégration n'a pas été facile mais, petit à petit, j'ai réussi à construire ma nouvelle vie ici. Mes proches me manquent beaucoup, parler le roumain aussi. Je rentre au pays tous les ans, au moins une fois, généralement pour Noël.

*Parlez-nous de votre collaboration avec Serge Bloch qui illustre de ses dessins votre livre.*

J'ai envoyé les premiers textes à Serge et il a voulu me rencontrer. Je connaissais un peu son travail. J'avais acheté un de ses livres, très fort, « Eux, c'est Nous », une collaboration avec Daniel Pennac. Serge m'a dit que, si je le souhaitais, il était d'accord pour illustrer mon enfance. Quelques mois plus tard, j'ai reçu les premiers dessins. Il avait tout compris, il avait capté tout ce que je raconte, j'avais l'impression qu'il avait été avec moi, à Tulcea, dans le petit appartement de ma famille, à Sabangia, chez mes grands-parents ou sur la terrasse de « La Motoare » à Bucarest pendant les années 2000.

Dan BURCEA

## de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

La crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus Covid-19 est venue s'ajouter aux sujets qui avaient été pressentis pour la revue de presse de cette édition. Mais nous n'allons pas nous y étendre pour la Roumanie, si ce n'est pour signaler les prises de décision par le Président, la situation étant finalement la même que celle de la quasi totalité des Etats européens. Pour avoir un état de la situation du moment, prière de se rendre sur les canaux officiels d'information.

Plusieurs articles mettent en évidence les différences de réactions de la société actuelle du pays, face aux événements de décembre 1989, particulièrement au niveau du ressenti des populations, ainsi que l'accroissement du fossé entre les conditions de vie des ruraux et des urbains du pays, au point de vue social et économique. Nous terminons par un nouveau coup de projecteur sur la question de l'exploitation forestière qui s'aggrave de plus en plus, suite à la radicalisation de la mafia du bois !...

(Toutes les formes graphiques et typographiques ont été gardées telles que dans les articles originaux, sans uniformisation.)

La Rédaction

### Coronavirus

#### Coronavirus : le président décrète l'état d'urgence dès ce lundi [16 mars 2020]

*Le président de la Roumanie, Klaus Iohannis, a déclaré qu'il décréterait l'état d'urgence dans le pays à partir d'aujourd'hui afin de permettre au gouvernement de mieux gérer la crise du coronavirus.*

«J'ai décidé de décréter l'état d'urgence au début de la semaine prochaine. Cet état d'urgence permettra d'allouer d'importantes nouvelles ressources à la gestion des crises. De cette façon, le gouvernement aura la possibilité d'allouer plus d'argent au secteur de la santé », a déclaré le président le samedi 14 mars au soir peu de temps après la cérémonie de prestation de serment du nouveau gouvernement dirigé par Ludovic Orban.

L'état d'urgence permettra également aux autorités de procéder à des acquisitions dans un délai très court, avec des procédures simplifiées, mettant ainsi à la disposition du gouvernement tous les outils nécessaires pour gérer de la manière la plus efficace la crise générée par le coronavirus.

Le président a également remercié tous les partis politiques qui ont voté pour le nouveau gouvernement. «J'apprécie le vote qui a été donné au Parlement roumain. Un message d'unité a été envoyé. Je suis très heureux de constater que la plupart des parlementaires et des partis ont compris le poids de ce moment », a déclaré Iohannis. «Maintenant, de toutes nos forces, nous continuerons cette lutte. Le nouveau gouvernement et moi consacrerons toutes nos énergies à cent pour cent pour gérer efficacement cette crise et, évidemment, une fois cette crise terminée, pour bien gouverner les Roumains et la Roumanie », a ajouté le président.

Le président Iohannis a également exhorté les citoyens à faire leur partie dans la lutte contre cette crise.

«Les autorités font leur travail, le gouvernement a fait son travail et jusqu'à présent très bien - mais seuls nous ne pourrions faire qu'une partie du travail à faire. Nous avons besoin de vous, chers Roumains! Nous avons besoin de vous pour suivre les directives, les instructions des autorités. Nous avons besoin que vous respectiez les règles d'hygiène qui sont transmises sur les canaux publics. Nous avons besoin de vous pour éviter les contacts qui ne sont pas absolument nécessaires. Je sais que c'est un peu plus difficile. Et oui, nous avons besoin que vous vous informiez correctement auprès de sources publiques, directement des autorités », a déclaré le président.

"Pour soutenir les parents qui ont des enfants d'âge scolaire, j'ai promulgué aujourd'hui une loi qui permet aux parents, dans des

conditions spéciales, lorsque l'école est suspendue, de rester à la maison et de prendre soin de leurs enfants", a-t-il ajouté.

#### **Que pourrait impliquer l'état d'urgence?**

L'état d'urgence peut être établi pour une période maximale de 30 jours. Le Parlement doit approuver le décret présidentiel dans un délai de cinq jours.

L'état d'urgence peut être imposé dans des situations de crise qui nécessitent des mesures exceptionnelles, par exemple lorsque la sécurité nationale et la démocratie constitutionnelle sont menacées ou lorsqu'une catastrophe se produit ou est imminente.

L'état d'urgence représente l'ensemble des mesures exceptionnelles d'ordre politique, économique et publique applicables sur tout le territoire du pays ou dans certaines unités administratives-territoriales. Pendant l'état de siège ou l'état d'urgence, l'exercice des droits fondamentaux et des libertés peut être restreint, à l'exception des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Lors de l'établissement de l'état d'urgence, certaines attributions de l'administration publique centrale spécialisée et de l'administration publique locale passeront sous la responsabilité des autorités militaires et autres autorités publiques, prévues dans le décret instituant l'état de siège ou d'urgence.

Pendant l'état d'urgence, institué en cas de calamités qui rendent nécessaire de prévenir, limiter ou éliminer, selon le cas, les conséquences des catastrophes, la gestion des mesures prises relève de la responsabilité du Système National de Gestion des Urgences, sous la supervision directe du ministère de l'administration et de l'intérieur et sous la coordination du Premier ministre.

#### **Mesures que les autorités peuvent prendre lorsque l'état d'urgence est décrété:**

- fermer la frontière d'Etat, dans son intégralité ou dans la zone dans laquelle l'état d'urgence a été établi, l'intensification du contrôle aux points de passage frontaliers qui restent ouverts, ainsi que la surveillance des frontières sur toute leur longueur;
- réquisitionner des biens, conformément à la loi;
- limiter ou interdire la circulation des véhicules ou des personnes dans certaines zones ou entre certaines heures et délivrer, dans des cas justifiés, des permis de libre circulation;
- effectuer des contrôles sur des personnes ou des lieux, si nécessaire; décider de la fermeture temporaire de certaines stations de distribution de carburant, de restaurants, de cafés, de clubs, de casinos, de sièges d'associations et autres lieux publics;
- suspendre temporairement l'apparition ou la distribution de publications ou de programmes radio ou de télévision;

ordonner la rationalisation des aliments et autres produits de stricte nécessité;

- interdire le trafic routier, ferroviaire, maritime, fluvial et aérien sur différents itinéraires. (*Le Petit Journal*, Bucarest, 16 mars 2020)

\*\*\* \*\*

### Coronavirus - Tout le pays en quarantaine dès demain [25 mars 2020]

Le président de la Roumanie, Klaus Iohannis, a annoncé ce mardi 24 mars que l'ensemble du pays serait placé en quarantaine, ce qui signifie que les restrictions de circulation des citoyens qui n'étaient jusqu'ici que des recommandations, deviennent obligatoires. Il a également décidé de solliciter l'armée pour aider à garder la situation sous contrôle. Ces décisions interviennent après une augmentation du nombre de nouveaux cas de Covid-19 en Roumanie ces derniers jours (762 personnes infectées au coronavirus, 79 guéries et 8 morts).

Les restrictions introduites pour limiter la propagation du coronavirus seront encore plus restrictives à partir du mercredi 25 mars, les Roumains n'étant autorisés à quitter leur domicile que pour aller travailler ou pour acheter des aliments, a annoncé le président roumain Klaus Iohannis ce mardi 24 mars.

L'armée sera également mobilisée, en plus du personnel de la police, de la police locale et de la gendarmerie, pour faire appliquer les restrictions.

Le 21 mars, les autorités ont décidé de restreindre la circulation des personnes en dehors de leur domicile entre 22 heures et 6 heures, à quelques exceptions près, tout en leur recommandant de limiter en plus leurs déplacements à l'extérieur de leur domicile pendant la journée.

«Ce qui a été une recommandation devient une obligation. Bien sûr, les gens peuvent sortir pour aller travailler ou faire les courses nécessaires, mais ces restrictions deviennent des obligations», a déclaré le président après une réunion concernant la gestion de l'épidémie du Covid-19 avec le Premier ministre Ludovic Orban, le ministre des Affaires intérieures Marcel Vela, le ministre de la Santé Victor Costache et le ministre de la Défense Nicolae Ciuca.

Une nouvelle restriction vise les personnes de plus de 65 ans, qui devront "rester à l'intérieur tout le temps", a déclaré Iohannis.

Par ailleurs, des mesures de surveillance électronique sont en préparation pour les personnes en quarantaine ou isolées, toujours selon le président.

Les nouvelles restrictions seront appliquées par une ordonnance militaire qui sera adoptée d'ici la fin de la journée et appliquée à partir du mercredi 25 mars. (*Le Petit Journal*, Bucarest, 24 mars 2020)

## 30 ans après décembre 1989

### Le procès des Ceausescu revisité par la justice roumaine

La phase préliminaire d'un procès historique s'est ouverte le 29 novembre dernier devant la Haute Cour de Cassation et de Justice de Bucarest. Sa mission : juger pour crimes contre l'humanité Ion Iliescu, ancien président de Roumanie, qui a pris la tête du pays au lendemain de l'effondrement du régime communiste de Nicolae Ceausescu. C'est la responsabilité d'Iliescu qui est mise en cause dans la mort de 862 personnes intervenue au moment de la révolution qui achève une dictature de plus de 30 ans. La nature même de ce

mouvement de contestation pose question : était-il si spontané et si populaire qu'on le prétend ? Vincent de Cointet s'en est emparé dans un documentaire diffusé sur France 5, *Le procès des Ceausescu, une révolution volée*, qui questionne la confusion de ce moment.

### L'effondrement de la dernière dictature communiste d'Europe

A la fin de cette année 1989, Ceausescu est à la tête d'une autocratie en crise et refuse toute ouverture politique malgré la chute du mur de Berlin et l'annonce par Mikhaïl Gorbatchev de la fin de la guerre froide. Mais les Roumains investissent la rue, contestent le régime, bientôt rejoints par l'armée, au point de faire fuir le dirigeant le 22 décembre. Les époux Ceausescu sont exécutés le 25 décembre après un procès expéditif. Ce qui est en cause dans le procès Iliescu c'est justement cette période critique entre le ralliement de l'armée et la mort de Ceausescu. Si 200 morts sont imputés à la répression d'Etat des premiers jours de la contestation, les 800 morts et quelque 2 000 blessés APRES le ralliement de l'armée restent inexplicables. Des accusations de plus en plus étayées désignent certains dignitaires du régime et l'état-major, proche de Ceausescu avant les émeutes, d'avoir entre-tenu une diversion en attendant de s'assurer l'appropriation du pouvoir laissé vacant.

### De fausses nouvelles circulent à travers le monde entier

A commencer par les images qui ont fait date du charnier découvert à Timisoara. Un temps attribué aux exactions du régime - le fait paraissait crédible à l'époque - on sait depuis qu'il s'agissait d'une fosse commune de l'hôpital voisin. De nombreux journalistes étrangers gardent l'amer souvenir d'avoir mordu à l'hameçon de cette découverte mystifiée. On parle aussi de terroristes libyens à la solde de Ceausescu débarquant du ciel pour empoisonner les civils et reprendre le pouvoir. Cette séquence de folles rumeurs prend fin avec les images très médiatisées du procès du couple Ceausescu qui montre la procédure expéditive employée par ceux qui s'approprièrent le pouvoir à leur profit.

Et c'est à la justice qu'il appartient aujourd'hui d'amorcer le bilan du régime communiste roumain au cours des audiences du procès de Ion Iliescu qui a dirigé l'Etat lors de deux mandats, entre 1989 et 1996, puis entre 2000 et 2004. S'il est aujourd'hui accusé de crime contre l'humanité, il l'est aussi d'avoir confisqué la révolution à un peuple qui se soulevait contre la dictature. (Anaïs KIEN, *Le journal de l'Histoire*, France Culture, Paris, 13 décembre 2019)

\*\*\* \*\*

### Iohannis demande que la lumière soit faite sur la révolution de 1989

*Le président Klaus Iohannis a déclaré lundi 16 décembre, lors d'un discours au Parlement, que les autorités roumaines avaient attendu trop longtemps pour découvrir la vérité sur la révolution de 1989 et que le système judiciaire devait résoudre cette affaire et tenir les coupables responsables.*

«Après 1990, il y a eu diverses initiatives honorant la mémoire de ceux qui sont morts en décembre 1989. Des rues portent leur nom, des monuments publics ont été construits, des événements commémoratifs ont été organisés. Il y a une chose que nous n'avons pas encore faite - nous n'avons pas réussi à faire toute la lumière sur ce qui s'est passé lors du soulèvement anticommuniste de 1989», a déclaré Iohannis lors de son discours pendant la réunion spéciale conjointe du Sénat et de la Chambre des députés consacrée au [sic] 30 ans depuis la révolution de 1989.

Il a dit que le régime communiste s'est installé en Roumanie par la force et que «son effondrement a suivi le même schéma: par des crimes, des abus et des infractions à la loi». La révolution roumaine de décembre 1989 a mis fin à «cette longue série de monstruosité» mais plus de 1 100 personnes ont dû mourir pour que ce «régime anti-roumain disparaisse».

Maintenant, le système judiciaire doit faire la lumière sur la révolution de 1989 et tenir les coupables responsables. «Le sacrifice des Roumains qui se tenaient devant des balles, des chars et qui ont dû subir les formes de torture les plus terribles, et bien tout cela ne peut pas rester sans réponses face aux questions fondamentales que soulève la révolution. L'État roumain a attendu trop longtemps pour découvrir la vérité, et c'est une étape importante pour la justice roumaine. Révéler absolument tout est une nécessité pour les victimes et leurs descendants, pour les Roumains, pour notre avenir commun. » (Grégory RATEAU, *Le Petit Journal*, Bucarest, 18 décembre 2019).

\*\*\* \*\*

### Roumanie: trente ans après, le difficile travail de mémoire autour des Ceausescu

*Il y a trente ans s'écroulait le régime communiste en Roumanie, avec la fin violente du couple Ceausescu. Depuis, peu ou pas de travail de mémoire dans un pays où la démocratie est parfois encore fragile. Trois questions à notre correspondant pour comprendre le rapport de la population à ce passé.*

#### Comment célèbre-t-on ce trentième anniversaire en Roumanie ?

Il y a quelques célébrations en Roumanie, notamment à Timisoara, la ville considérée comme berceau de la contestation anti-Ceausescu. Une marche de la liberté y a été organisée en mémoire du soulèvement contre le régime à partir du 15 décembre 1989.

Pour rappel, la Roumanie a été le seul pays où l'effondrement du régime communiste s'est accompagné de répression violente. On estime que plus de mille personnes ont été tuées et plus de 3 000 blessées, dans tout le pays.

Mais il y a sans doute une lassitude de la part des Roumains à se replonger dans une période encore largement trouble. La raison est simple : ces derniers considèrent que le travail d'introspection sur le passé communiste et l'une des dictatures les plus répressives de l'époque demeure lent et incomplet. La marche de la liberté de Timisoara a beau se tenir pour « que la jeune génération n'oublie jamais », les gens ne sont pas dupes. Ce qui s'est passé avant et pendant la révolution demeure toujours flou.

#### Est-on encore en droit d'espérer qu'un jour lumière soit faite sur ce qui s'est passé en décembre 89 ?

Cet anniversaire coïncide justement avec l'ouverture du procès des crimes commis lors de la révolution. Le principal accusé, jugé pour « crimes contre l'humanité », n'est autre que l'ex-président Ion Iliescu. C'est lui qui avait pris les commandes du pays après l'exécution des Ceausescu et c'est à partir de là que sont à déplorer la plupart des victimes.

Ion Iliescu est accusé d'avoir orchestré une « vaste opération de diversion et de désinformation » afin d'« obtenir une légitimité aux yeux du peuple ». Mais les Roumains n'ont pas franchement confiance en leur système judiciaire. Sans compter que l'intéressé a aujourd'hui près de 90 ans et beaucoup estiment que ce procès aurait dû se tenir bien plus tôt.

Depuis les faits, la manière dont Iliescu mais aussi les autres leaders politiques ont géré le passé communiste s'apparente à de l'amnésie. C'est seulement en 2006 que le communisme a été condamné formellement. Une condamnation à mettre au crédit de l'ancien président Traian Basescu et avant tout symbolique, car il fallait alors montrer « patte blanche » auprès de l'Europe. Ironie du sort, il a depuis été établi que Traian Basescu avait été informateur pour les services secrets communistes, la Securitate... Pour les Roumains, donc, si cette période s'apparente au début de la liberté, elle cristallise aussi un gros tissu de mensonges.

#### Est-ce que cela explique aussi une certaine forme de nostalgie pour la période communiste chez une partie de la population ?

Cette pseudo-nostalgie est alimentée par l'absence d'un travail de deuil de la société roumaine post-communiste. Il n'y a pas eu de lustration du personnel politique et donc les Roumains ont le sentiment que ce sont les mêmes personnes qui ont contrôlé le pays politiquement et se sont enrichis après 1989.

Si cette nostalgie existe, chez les plus âgés principalement, elle traduit une transition démocratique chaotique, amplifiée par les difficultés économiques d'un pays qui compte plus de trois millions de personnes à l'étranger... Absence de vérité sur la révolution de 89, mais aussi travail de mémoire très superficiel sur toute l'époque communiste. La Roumanie, contrairement à d'autres pays d'Europe de l'Est, ne dispose toujours pas de musée consacré à cette période. Le président Iohannis vient tout juste de valider la création d'un lieu qui témoignera des abus subis par la population durant la dictature communiste. À voir quand celui-ci sera prêt et surtout la manière dont il abordera la question. (Benjamin RIBOUT, *Radio France International*, Paris, 17 décembre 2019).

\*\*\* \*\*

### Roumanie, nouveau départ

"Les Roumains font plus confiance à l'Europe qu'à leur gouvernement". Trente ans après sa révolution, la Roumanie fait le ménage dans ses élites et leurs pratiques héritées de l'ancien régime communiste. Résolument pro-européens, les Roumains ont fait de la lutte contre la corruption leur nouveau combat.

Chez le médecin ou au guichet d'une administration publique, la corruption a fait pendant longtemps partie du quotidien des Roumains, à toutes les échelles de la société. Un collectif de citoyens a même créé un comparateur en ligne de pots-de-vin pour identifier là où ils sont les moins coûteux! "La Roumanie est un pays qui a évolué, mais la dernière chose qu'il nous reste à régler, c'est cette histoire de corruption parce que c'est un problème très compliqué", explique Mirel Bran, correspondant pour le journal *Le Monde* à Bucarest, dans l'émission *Géopolitis*.

C'est sous la pression de l'Union européenne que la Roumanie a commencé à s'attaquer frontalement au problème de la corruption. L'arrivée d'une nouvelle génération de procureurs a fait le reste. La plus célèbre d'entre eux, Laura Kövesi, prendra d'ailleurs l'année prochaine la tête du tout nouveau parquet européen. "Ces jeunes procureurs formés à l'occidentale ont montré ce qu'ils étaient capables de faire" en Roumanie, analyse Mirel Bran. "Ils ont démarré une véritable opération mains propres qui a amené derrière les barreaux beaucoup d'hommes politiques." Des centaines d'élus locaux et nationaux ont été condamnés depuis le milieu des années 2000. Et les Roumains

n'ont pas hésité à sortir par centaines de milliers dans les rues pour réclamer le départ de toute une partie des élites politiques.

### **Les stigmates du communisme**

"Les Roumains font plus confiance à la Commission européenne qu'à leur propre gouvernement", souligne le journaliste roumain. Ce pays intégré à l'UE en 2007 reste majoritairement pro-européen. Contrairement à d'autres anciens pays du bloc de l'Est, comme la Pologne ou la Hongrie, il n'existe pas en Roumanie un vrai courant euro-sceptique. La Roumanie vient encore de le confirmer avec la réélection à la présidence, fin novembre, de Klaus Iohannis, qui affiche clairement son soutien au projet européen.

Ce président, issu de la petite minorité allemande, incarne une forme de rupture pour le pays. Ce qui vaut à la Roumanie cette pique de Mirel Bran: "Klaus Iohannis a des qualités qu'on trouve rarement en Roumanie. C'est pour cela qu'il a été élu. C'est un homme très discipliné et les Roumains sentaient le besoin de mettre un peu d'ordre dans le pays." Son élection marque aussi une défaite électorale historique pour le Parti social-démocrate qui domine la vie politique roumaine depuis la chute du régime communiste. "Je ne veux pas le diaboliser: il y a des gens bien chez les socio-démocrates, souligne Mirel Bran, mais le parti a été en quelque sorte kidnappé par un groupe de gens très corrompus qui avaient les réflexes de l'époque communiste."

Pour Mirel Bran, cette élection est un vrai tournant et marque la fin d'un cycle politique pour ce pays sorti brutalement de la dictature en décembre 1989, lors d'une révolution qui a coûté la vie à un millier de personnes et qui s'est soldée par le procès expéditif et l'exécution de son ancien dirigeant, Nicolae Ceausescu. "Trente ans après, on est enfin arrivés à tourner cette page", constate-t-il. Mais à cette longue transition politique s'ajoute aussi une transition économique, qui n'a pas été facile pour tous les Roumains. "Il y a beaucoup de villages où on sent vraiment la pauvreté. La moitié de la population vit en milieu rural et il y a un écart assez important entre le mode de vie en milieu rural et le mode de vie en milieu urbain", explique Mirel Bran. Plus de 4 millions de Roumains se sont exilés, principalement en Europe de l'Ouest, dans l'espoir d'y trouver un avenir plus prometteur. Aujourd'hui encore, la Roumanie reste, avec la Bulgarie, l'un des pays les plus pauvres de l'Union européenne. (Elsa ANGHINOLFI, Antoine PIGNARRE, *Radio-Télévision Suisse*, Info/Monde, 14 décembre 2019 [A propos de l'émission *Géopolitis* du 15 décembre, invité: Michel Bran]).

\*\*\*    \*\*\*    \*\*\*

### **L'avenir du village roumain**

En 2020, en Roumanie, 3,5 millions de ménages se chauffent encore au bois. Selon les statistiques, une famille consomme cinq mètres cubes de bois par an.

« *Le milieu rural ne peut être éternellement condamné à subir la pauvreté et le sous-développement. Près de moitié de la population de la Roumanie n'a pas son habitation raccordée au tout-à-l'égout et seulement un habitant du milieu rural sur trois bénéficie du service public d'eau potable* » - a déclaré lundi le président Klaus Iohannis lors de l'assemblée générale de l'Association des communes de Roumanie. De plus, les données officielles montrent aussi que deux tiers de la population rurale n'est pas raccordé au réseau de gaz.

Selon le chef de l'Etat, les projets futurs devraient viser à développer le réseau de gaz naturel et à accéder aux financements européens.

Klaus Iohannis : « *Le village roumain a un énorme potentiel de développement. Nous ne manquons pas d'idées et nous ne manquons pas de vigueur. Que nous manque-t-il alors ? Un plan à long terme, une stratégie claire et des actions concrètes pour faire valoir le potentiel des zones rurales mieux et de manière plus efficace. Ce plan devrait avoir un objectif prioritaire : arrêter les pratiques qui entretiennent et accentuent les inégalités entre rural et urbain.* »

De même, les enfants du milieu rural devraient bénéficier des mêmes conditions que ceux qui habitent dans les grandes villes. Le dépeuplement des villages, l'abandon scolaire, l'accès limité ou inexistant à l'enseignement précoce ou le manque d'espaces d'apprentissage sûrs sont autant de causes d'inquiétude. Mais comment identifier les solutions adéquates à ces problèmes graves et mêmes critiques ? Selon le président roumain, une approche intégrée à long terme qui implique à la fois les autorités centrales et locales est indispensable. Il est absolument essentiel, a-t-il rajouté, que la transparence, l'intégrité, le professionnalisme, la droiture et la méritocratie gouvernent l'administration publique centrale et locale, pour voir s'améliorer la qualité de vie des Roumains et pour que les services publics soient au plus haut niveau. « *La Roumanie normale n'est pas celle où certains citoyens ont moins de chances et d'opportunités parce qu'ils vivent en milieu rural. Chaque Roumain, indifféremment de son lieu de résidence, doit avoir accès à des services publics de qualité et doit trouver dans l'administration locale un partenaire honnête* » - a conclu Klaus Iohannis.

Présent lui aussi à la réunion de l'Association des communes de Roumanie, le ministre de l'Environnement, Costel Alexe, a identifié à son tour le principal problème du milieu rural en Roumanie : le branchement au réseau de gaz naturel qui est absent sur une grande partie du territoire. 3,5 millions de ménages se chauffent encore au bois et un arbre abattu sur deux est utilisé comme combustible. « *Je crois que ça devrait être un objectif pour nous tous, d'augmenter le raccordement au réseau de gaz afin de réduire la pression que nous mettons sur les forêts de Roumanie* » - a clos le ministre roumain de l'Environnement. [Trad. Elena Diaconu]. (Daniela BUDU, *Radio România International*, Bucarest, 18 février 2020)

## **La question de l'exploitation forestière**

### **Le déboisement menace les forêts roumaines et leurs gardiens**

Saupoudrés des premières neiges de l'hiver, les épicéas des Carpates roumaines semblent contempler l'éternité. Mais des pans de montagne complètement dégarnis témoignent d'un déboisement agressif que les autorités peinent à contrôler.

Il met en péril jusqu'aux gardes forestiers: deux employés de l'office roumain des forêts Romsilva ont été tués cet automne dans des secteurs distincts du pays où ils étaient en patrouille.

L'un des gardiens, Liviu Pop, forestier dans le Maramures (nord), a reçu une balle dans le dos peu après avoir prévenu par téléphone qu'il avait surpris trois personnes en train de couper illégalement du bois. Un mois plus tôt, c'est l'un de ses collègues de Iasi (nord) qui a reçu un coup de hache dans la tête.

Ces homicides ont remis en lumière le fléau du défrichage clandestin des forêts roumaines, dont sont rendus responsables les pouvoirs publics jugés incapables d'agir efficacement.

### Un tiers du territoire

Les gardes forestiers ont manifesté à deux reprises, en octobre et novembre, pour faire entendre leur ras-le-bol. Selon Romsilva, 185 agents ont été agressés dans le cadre de leur travail depuis 2014.

Une dizaine de gardes forestiers interrogés par l'AFP ont assuré avoir déjà été menacés voire attaqués. Leur salaire moyen ne dépasse par 2000 lei (460 francs).

Pour cette rémunération, "je dois surveiller tout seul un millier d'hectares", a confié à l'AFP Valentin Dirig, 43 ans, qui arpente les bois de Neamt (nord-est) depuis une quinzaine d'années. "Il est très dangereux de faire ce métier", assure cet agent de 43 ans.

En Roumanie, où les forêts couvrent un tiers du territoire (7 millions d'hectares), la filière bois représente quelque 126'000 emplois déclarés et 3,5% du PIB.

### Des multinationales

Une partie des arbres abattus sert de bois de chauffage, notamment en zone rurale où habite encore un Roumain sur deux. Le marché international de l'ameublement et du bricolage consomme l'autre partie de la ressource via l'implantation en Roumanie de plusieurs groupes étrangers, dont le poids lourd autrichien Schweighofer, qui travaillent avec de nombreux intermédiaires locaux.

En 2015, la Cour des comptes roumaine avait tiré la sonnette d'alarme en estimant que 80 millions de m<sup>3</sup> de bois, d'une valeur de 5,5 milliards de francs, avaient été coupés illégalement entre 1990 et 2012. La même année, puis de nouveau en 2017, le gouvernement a durci le contrôle des exploitations forestières et les sanctions applicables, assurant que le déboisement criminel est désormais sous contrôle. Selon Romsilva, le volume du bois coupé illégalement s'est élevé à 206'000 m<sup>3</sup> en 2018, dont 31'000 m<sup>3</sup> provenant des forêts publiques.

### Bataille de chiffres

Environ la moitié des forêts roumaines appartiennent à des entités privées. Pour le garde forestier Valentin Dirig, "le problème vient des propriétaires privés qui ont récupéré leurs terrains après la chute du communisme et qui pensent pouvoir faire n'importe quoi".

Les associations de défense de l'environnement, très actives pour dénoncer une "mafia du bois", estiment que les volumes de bois coupés illégalement restent largement sous-estimés par l'Etat.

En 2015, l'expert Gheorghe Marin a été chargé par le gouvernement de rédiger un inventaire des forêts. Il a estimé à 20 millions de m<sup>3</sup> les coupes d'arbres "non déclarées" chaque année, quasiment équivalentes aux volumes officiellement enregistrés. Ce chiffre, révélé le mois dernier par la presse, a cependant été expurgé du rapport de l'expert, les autorités mettant en doute son calcul.

### Cupidité et pauvreté

"Il suffit de regarder le nombre de camions transportant du bois pour comprendre que le déboisement échappe à tout contrôle", affirme Cristian Neagoe, responsable de l'ONG Greenpeace.

Les astuces sont nombreuses pour couvrir une activité clandestine. "Certaines compagnies font deux transports sur la base d'une seule autorisation", décrit Radu Melu, spécialiste de la question au Fonds mondial pour la nature (WWF).

A côté de la cupidité de certains exploitants, le trafic de bois est aussi une ressource pour des populations sans autre moyen de subsistance. Pour le meurtre du forestier de Iasi, la police a arrêté un adolescent de 17 ans qui volait du bois.

### Peu regardant sur l'origine

Greenpeace accuse le ministère de l'Environnement de tarder à mettre en place un système efficace de contrôle du transport du bois et

d'avoir arrêté en 2017 l'utilisation d'images satellitaires pour surveiller les forêts.

En 2018, une étude très détaillée de l'ONG sur les pratiques du groupe Schweighofer, soupçonné d'être peu regardant sur l'origine des bois, avait entraîné une spectaculaire opération policière sur des sites du groupe en Roumanie et l'ouverture d'une enquête judiciaire.

Dans la région de Valea Rea, dans le massif des Carpates, la forêt affiche de larges plaies. Midorel Badescu, ingénieur forestier de 59 ans, connaît chaque sentier de cette zone et assure que trois propriétaires sont depuis plusieurs années sous le coup d'une enquête. "Peu importe qu'ils soient condamnés ou non", dit-il, "ce que je veux c'est qu'on les oblige à reboiser". (ATS, AFP, *La Liberté*, Fribourg, 20 novembre 2019)

\*\*\*    \*\*\*    \*\*\*

### Meurtres et pots-de-vin, la mafia roumaine du bois se radicalise

Dans le hameau boisé de Deia, au nord de la Roumanie, Ilie Bucșă et son frère Dumitru sont devenus des parias. Récemment, ils ont été roués de coups par une foule en colère, laissant Ilie sur le bord de la route avec une commotion cérébrale. Quelques jours plus tard, quel-qu'un a déversé de l'antigel dans leur étang, tuant tous leurs poissons. La raison de ces intimidations? Ilie et Dumitru ont déposé plusieurs plaintes contre des exploitations forestières illégales dans leur région.

### Menaces permanentes

L'exploitation illégale du bois est un véritable fléau qui gangrène une grande partie de la Roumanie rurale. En 2015, la Cour des comptes roumaine estimait que 80 millions de m<sup>3</sup> de bois, d'une valeur de 5 milliards d'euros, avaient été coupés illégalement entre 1990 et 2012. Pour l'année 2018, ce volume s'élevait à 206.000 m<sup>3</sup>.

Après avoir fermé les yeux pendant des années, les autorités locales essaient de sévir, mais elles se heurtent à un système de corruption bien établi et à une recrudescence des actes d'intimidation.

Depuis 2014, six gardes forestiers ont été tués –dont deux au cours des trois derniers mois– et 184 cas de violence ont été recensés. Les quelques personnes qui tentent de signaler des activités illégales, comme les frères Bucșă, sont constamment menacées.

Pour les militants écologistes roumaines, si certains gardes forestiers défendent corps et âme les intérêts de leurs réserves, beaucoup sont corrompus et à la botte d'exploitations malhonnêtes. Interrogé par le Guardian, l'un d'entre eux a déclaré qu'«*absolument tout le monde participe*» à ces activités illégales.

Un bûcheron qui travaillait pour plusieurs exploitations a également témoigné auprès du journal anglais: «*Il y a eu une commande pour laquelle nous avons la permission de couper 400 m<sup>2</sup> de forêt, et nous en avons finalement coupé 2.400. Les propriétaires étaient de mèche avec les autorités locales et les gardes forestiers.*» A chaque mètre cube de forêt supplémentaire, il recevait une prime d'environ 30 lei [6,25 euros].

### Port d'arme autorisé

Au-delà des violences et de la corruption, l'enjeu est de conserver les forêts roumaines, qui contiennent 30% de tous les grands carnivores d'Europe, avec d'importantes populations d'ours, de loups et de lynx. Au cours des dernières années, il est devenu de plus en plus difficile de voler du bois, en partie à cause de la répression gouvernementale. En 2017, l'État roumain a notamment durci le contrôle des exploitations forestières et les sanctions applicables. Les autorités ont par ailleurs autorisé tous les rangers à porter des armes.

Les citoyens peuvent également contribuer à la lutte contre la mafia du bois. Grâce à une application destinée aux Roumains habitant dans les zones boisées, chacun peut vérifier les plaques d'immatriculation des camions transportant du bois et les signaler en cas d'illégalité.

Pourtant, le chemin pour enrayer ces actes illicites semble encore long. Sorin Jiva, un garde forestier blessé par des bûcherons malhonnêtes en 2017, déplore que «davantage de gardes forestiers devront mourir avant que les politiciens ne mettent fin à l'exploitation forestière illégale». (Robin TUTENGES, *The Guardian*, Londres [traduit sur: www.slate.fr/story/186125/], 9 janvier 2020).

\*\*\* \*\*

### La CE exhorte la Roumanie à stopper l'exploitation forestière illégale

La Commission européenne a exhorté la Roumanie à arrêter l'exploitation forestière illégale dans le pays et à appliquer correctement le règlement de l'UE sur le bois (RBUE) et sur la gestion des grumes récoltées, a rapporté Digi24 local.

Dans une lettre de mise en demeure envoyée à la Roumanie le mercredi 12 février, la Commission indique que les autorités roumaines n'ont pas été en mesure de contrôler efficacement les opérateurs et d'appliquer les sanctions appropriées.

«Les incohérences de la législation nationale ne permettent pas aux autorités roumaines de contrôler de grandes quantités de bois récoltés illégalement. En outre, la Commission a constaté que les autorités roumaines qui gèrent les forêts, autorisent l'exploitation forestière, sans évaluer au préalable les impacts sur les habitats protégés comme l'exigent normalement la directive Habitats et les directives d'évaluation environnementale stratégique», a déclaré la CE.

La Commission a également indiqué qu'il y avait des lacunes dans l'accès du public aux informations environnementales dans les plans de gestion forestière de la Roumanie. En outre, il a également constaté que «des habitats forestiers protégés ont été perdus dans les sites Natura 2000 protégés en violation directe donc des directives Habitats et Oiseaux».

Ainsi, la Commission européenne a décidé d'envoyer une lettre de mise en demeure à la Roumanie, lui donnant un mois pour prendre les mesures nécessaires pour remédier aux lacunes identifiées. Sinon, la CE peut décider d'envoyer un avis motivé aux autorités roumaines.

Mercredi, la Commission européenne a exhorté la Roumanie, la Grèce et Malte à adopter leurs premiers programmes nationaux de lutte contre la pollution atmosphérique et les ont communiqués à la CE. La demande est liée à une directive de l'UE sur la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques. En vertu de cette directive, les États membres de l'UE sont tenus d'élaborer, d'adopter et de mettre en œuvre leurs programmes respectifs pour limiter leurs émissions annuelles, a expliqué la CE.

Les États membres auraient dû fournir leurs premiers programmes nationaux de lutte contre la pollution atmosphérique à la Commission au plus tard le 1er avril 2019, mais la Roumanie, la Grèce et Malte n'ont pas respecté leurs obligations. (*Le Petit Journal*, Bucarest, 13 février 2020).

\*\*\* \*\*

### La Roumanie, cible de la mafia du bois

Sur le massif des Carpates, au nord de la Roumanie, se dresse l'une des dernières forêts primaires d'Europe. C'est aussi le cœur de ce qu'on appelle ici, la mafia du bois.

Le comté de Suceava est l'un des plus touchés par un trafic massif qui tue des arbres ancestraux, mais aussi parfois, des hommes.

Gheorghe Oblezniuc est bûcheron. Il nous entraîne dans la forêt, à la recherche des méfaits des trafiquants.

"Regardez, c'est tout frais, cet arbre a été coupé récemment", dit-il, découvrant une souche couverte de sciure fraîche. "C'est une coupe illégale, de la belle marchandise. Je le sais parce qu'il n'y a pas de marques ! Vous voyez la résine. Le pauvre arbre pleure. Ils lui ont pris la vie, comme pour un homme. Puis, s'approchant d'une autre souche, plus petite : "Si vous regardez cet arbre, celui-ci est légal : il y a une marque ici. C'est légal. Ils couvrent tout avec des branches, pour qu'on ne voie pas les souches de loin. C'est caché par la mafia."

Selon un rapport scientifique, sur un total de 38 millions de tonnes de mètres cube de bois coupés chaque année en Roumanie, quelques 20 millions de mètres cubes proviennent de coupes illégales. Du bois écoulé sur le marché national, mais aussi, européen, assurent les ONGs environnementales.

Gheorghe a longtemps travaillé avec les trafiquants avant de se retourner contre eux.

"Je travaillais pour cinq grandes entreprises. Pour couper un arbre comme ça, je percevais une commission d'une dizaine d'euros. J'ai arrêté parce j'ai compris que ce n'était pas bien, et je ne gagnais rien. Ils gagnaient des millions, et moi j'étais payé au mètre cube."

Ce trafic fait l'objet d'une enquête de la Direction roumaine d'investigation sur le crime organisé et le terrorisme. Pointé du doigt, un vaste réseau, impliquant tous les acteurs de la filière du bois : négociants, transporteurs, gardes forestiers ou fonctionnaires.

Des accusations dont se défend un responsable local de la Régie nationale des forêts, Romsilva.

"On ne peut pas soupçonner certaines personnes de vouloir nous discréditer, nous explique Cristian Gafincu, responsable du district forestier de Moldovița. Mais ces gens sont allés dans la forêt avant nous, ils ont coupé des arbres, en nous accusant nous, les forestiers, d'avoir préparé ces arbres pour des coupes illégales. Cela a poussé les médias à nous accuser nous les forestiers."

Pourtant, selon Romsilva, 185 forestiers ont fait l'objet d'agressions physiques depuis 2014. Six autres ont été tués, dont deux ces derniers mois.

Règlements de compte personnels assurent les responsables de l'office des forêts. Représailles, disent ceux qui osent dénoncer le système qui régit le trafic de bois.

Cet agent forestier, dont nous dissimulons l'identité, en a fait les frais. Il risque gros, mais il veut parler :

"L'entrepreneur se rend à une séance d'appel d'offres organisée par le district forestier et achète un certain volume de bois. Il s'arrange ensuite avec l'ingénieur qui va en forêt pour marquer les arbres. C'est là qu'arrive le marché noir, ces arbres ne devraient pas être en stock. En termes de volume, la quantité est supérieure à celle initialement déclarée. Et dans les livres de comptes, les volumes seront falsifiés. Le forestier supervise, mais pas seulement, il vend aussi du bois au marché noir."

Un système que Mihai Gășpărel, responsable des gardes forestiers du comté de Suceava, ne conteste pas.

"L'aspect le plus délicat des coupes illégales, c'est quand cela se fait sous la couverture de la loi. On peut blanchir du bois en doublant les chargements, en falsifiant les documents, les permis de couper dans des zones où il n'y a pas assez d'arbres. Et il a des cas où les forestiers agissent mal. Le problème, c'est que ce genre d'agissements est difficile à prouver."

Des preuves, c'est ce que Tiberiu Boșutar, dit Tibi, traque sans relâche. Il a installé des caméras, sur la route principale de son village, par laquelle transitent tous les chargements de bois en provenance des forêts voisines.

Via une application mobile qui permet de vérifier l'authenticité des documents permettant aux camions de transporter du bois, il a déjà signalé des dizaines d'infractions.

"Vous entrez le numéro de plaque d'immatriculation, et vous pouvez vérifier si les documents sont en règle. Et où les permis de transport ont été émis".

Tiberiu nous emmène dans les bois en voiture, puis à pied. Des caméras, il aimerait en voir davantage, placées à l'entrée des forêts. Tibi nous montre des traces de loups, nous sommes bien dans la forêt vierge. La Roumanie abrite un tiers des grands carnivores d'Europe.

Ce ne sont pas des loups que nous allons trouver, mais un cimetière bien particulier.

"Ici, c'est une zone où les souches d'arbres volés ont été enfouies", explique Tiberiu, désignant d'énormes souches, qui, recouvertes de neige, ressemblent à de gros rochers. "Et regardez la taille des souches, elles n'ont pas pu être déterrées à la force des bras. Il faut des outils lourds, des équipes entières. C'est la preuve très claire que le vol dans le district forestier est bien organisé."

Les coupes illégales représentent une valeur estimée à 1 milliard d'euros par an. A la clef, une perte fiscale conséquente. Tiberiu, lui, a perdu son entreprise, après avoir tenté de rester dans la légalité.

L'an dernier, il a voulu prouver qu'il était impossible de travailler dans l'industrie du bois sans tricher.

"Le prix du bois en Roumanie est artificiellement élevé à ce jour et pour conserver les unités de production, vous avez du bois moins cher, illégal. Accompagné de 8 entrepreneurs régionaux, nous avons acheté 100 mètres cubes de bois et après avoir couvert tous les frais, nous nous sommes retrouvés avec seulement la moitié de l'argent investi. C'est impossible de faire tourner un business comme celui-ci sans utiliser de bois illégal."

Une situation qui empoisonne la communauté. Ilie et Dimitri Bucșă travaillent dans le bâtiment. Pendant leur temps libre, ils élevaient des truites. Plus maintenant.

L'eau était régulièrement souillée de boue, charriée par le passage de bois illégalement coupé dans la rivière voisine nous apprennent-ils.

"On a porté plainte, et du bois a été confisqué à des entrepreneurs locaux. Ils ont versé de l'antigel en amont, ça a tué tous les poissons. Ils nous ont menacés, et nous ont roués de coups. Ils nous ont coincés sur la route et nous ont frappés à la tête avec des gourdins."

Les deux frères continuent à recevoir des menaces de mort. La peur est là, mais ils ne veulent pas se taire.

"On a peur, c'est normal. Mais on espère que ça va s'arranger, on continue à porter plainte, et on espère que quelqu'un de l'extérieur, de l'Union Européenne peut-être, viendra résoudre le problème. Parce qu'ici en Roumanie, la mafia est puissante. Tout le monde est connecté, jusqu'aux autorités de l'État, ils travaillent tous main dans la main."

En février dernier, la Commission européenne mettait en demeure la Roumanie de mettre un terme à l'exploitation illégale des forêts, sous peine de sanctions financières. (Valérie GAURIAT & Pierre MICHAUD, *Euronews*, Lyon, 13 mars 2020 [<https://fr.euronews.com/2020/03/13/la-roumanie-cible-des-braconniers-du-bois>]).



### ⇔ OVR a 30 ans ⇔

Au cours de l'année passée, nous avons publié une série d'articles se rapportant aux trente années d'existence de l'association Opération Villages Roumains (OVR), du N° 63 (décembre 2018) au N° 66 (décembre 2019), ces deux numéros compris.

Nous les avons regroupés pour former le 4e numéro de nos « Hors-séries », entièrement consacré au 30e anniversaire. Nous avons également repris les éditoriaux de ces numéros, car ils campent le(s) contexte(s) dans le(s)quel(s) ces articles s'inscrivent. Ils font aussi référence à différents éléments et à divers événements de la société civile roumaine actuelle, auxquels le lecteur peut se reporter en consultant les numéros originaux de la revue *Le Réseau* (dans les rubriques « Coin bibliothèque » et/ou « Nouvelles de Roumanie »).

Pour mémoire, les thèmes traités par les numéros précédents portent sur :

- HS N° 1 : OVR : Spécial 20e anniversaire (juillet 2009)
- HS N° 2 : « La recherche historique en Roumanie » (avril 2013)
- HS N° 3 : La « Grande Roumanie » historique - Variations territoriales (octobre 2018)

Tous ces Hors-séries sont en libre accès sur notre site Internet : [www.ovr-suisse.ch/reseau/archives](http://www.ovr-suisse.ch/reseau/archives)

Le prochain numéro du *Réseau* paraîtra en octobre 2020. Nous vous invitons à remettre vos manuscrits pour le 15 septembre au plus tard. Merci !